



Fin février, le nouveau gouvernement tunisien était toujours en cours de constitution. Une seule chose était certaine, le nouveau Premier ministre était l'ancien ministre de l'Intérieur, ce qui n'augure rien de bon. Celui-ci a en effet laissé se développer en toute impunité les agissements des bandes armées islamistes. Il est directement responsable de la répression des mouvements populaires, comme par exemple à Siliana en novembre dernier où la police a tiré à la chevrotine sur la foule. Le rôle exact des services placés sous sa responsabilité dans l'attaque du siège de l'UGTT du 4 décembre et l'assassinat de Chokri Belaïd le 6 février n'est toujours pas élucidés. Dans cet entretien, réalisé le 22 février, Ahlem revient sur les événements ayant précédé la nomination du nouveau Premier ministre.

### Quelle a été la politique du Premier ministre Jebali après l'assassinat ?

Le soir même du 6 février, il a déclaré qu'il condamnait ce meurtre, mais à ce jour, aucune mesure concrète n'a été prise. Il a simultanément proposé la formation d'un gouvernement dont les membres seraient nommés sur la base de leur compétence individuelle et non pas pour représenter un parti politique donné. Il a alors été désavoué par son parti. Pour moi, il s'agissait d'un plan assez intelligent pour sauver Ennahdha, qui était dans une impasse réelle le 6, et surtout le 8, jour de l'enterrement et de la grève générale. Jebali lui-même a reconnu par la suite que s'il n'avait pas fait cette ouverture politique, il aurait pu perdre le contrôle de la situation. Il a également expliqué que, même si elle n'avait pas marché, sa proposition avait eu l'avantage d'absorber la colère de la population. Il a en effet pu focaliser le débat politique autour de sa proposition et les autres alternatives sont devenues caduques. Il a ainsi réussi à sauver le pouvoir d'Ennahdha. Il ne faut pas sous-estimer le rôle des États-Unis, de l'Union européenne et de l'armée tunisienne dans la mise au point des propositions de Jebali. Propositions dans lesquelles se situaient également l'Internationale socialiste, dont la section locale participe au gouvernement, ainsi que diverses forces politiques tunisiennes de droite et du centre (dont Nidâa Tunes et El Massâr).

### Que se passe-t-il au sein d'Ennahdha ?

Il ne faut compter sur un éclatement entre une aile "modérée" et une aile "dure". Ceux qui misent là-dessus se trompent sur toute la ligne. Ennahdha est très hétérogène, les divergences existent et sont réelles. Pour moi, il ne s'agit pas d'une simple mise en scène. Mais ils ont toujours été très forts dans la gestion de leurs conflits internes et ils vont rester ensemble, ils

Écrit par Ahlem Belhadj\*, Alain Baron

Mercredi, 06 Mars 2013 18:17 - Mis à jour Mercredi, 06 Mars 2013 21:43

---

vont gérer leurs conflits. Les rapports de forces au sein d'Ennahdha évoluent sans cesse, et c'est ce qui leur permet de ne pas éclater. Dans le passé, Ghannouchi était souvent présenté comme représentant le "clan modéré". Aujourd'hui, il est présenté comme représentant l'aile dure face à Jebali qualifié de modéré. Certes, Jebali s'est démarqué du reste de la direction d'Ennahdha en proposant son "gouvernement de compétences". Il a même refusé la proposition qui lui a été faite de former le nouveau gouvernement. Mais il est toujours un des principaux dirigeants d'Ennahdha, et sera peut-être leur prochain candidat à la présidentielle. Jusqu'à présent, Ennahdha n'avait en effet pas de figure présidentiable. Jebali s'est présenté comme capable de prendre des distances avec son parti et cela lui a permis de se construire une image d'homme d'État, capable de jouer un rôle de rassembleur au-dessus des partis.

Pour moi, Ennahdha ne va pas modifier son orientation. Ses militants sont d'accords sur le but final : la nécessité d'un État islamiste et d'une internationale islamiste avec laquelle ils ont des liens très forts. Le parti continuera d'appliquer une politique néo-libérale et ne cédera ni sur les revendications sociales, ni sur les revendications démocratiques.

### **Comment se positionnent les milieux dominants de la bourgeoisie ?**

L'UTICA, le syndicat patronal, a officiellement soutenu Jebali. De son côté, Jebali s'est présenté comme un homme politique modéré voulant laisser les hommes d'affaires travailler, et oublier leurs alliances passées avec le pouvoir de Ben Ali. Il a déclaré vouloir mettre fin aux violences, qui freinent les investissements, etc.

### **Où en est le Front populaire ?**

Le "Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution" regroupe l'essentiel des organisations de la gauche radicale et nationalistes arabes, ainsi que l'association RAID (Attac et Cadtm en Tunisie). La montée des revendications sociales face à la crise économique ainsi que la mobilisation des différents secteurs sociaux, font qu'objectivement le Front a vocation à rassembler tout ce monde. Les défis auxquels doit faire face le Front sont importants. Au niveau du positionnement politique, les choses ne sont pas toujours faciles à gérer. En ce qui concerne la question gouvernementale, ce qu'a proposé le Front était pour moi la position la plus adaptée. Il n'était en effet pas possible au Front de participer à un gouvernement qui n'ait pas un programme clair face aux revendications, notamment sociales. La proposition du Front était rassembleuse : commençons par discuter d'un programme minimum, et voyons seulement ensuite qui a la capacité de le mettre en oeuvre. D'où la proposition d'un "gouvernement de

## La Tunisie aux lendemains de l'assassinat de Chokri Belaïd. Entretien avec Ahlem Belhadj

Écrit par Ahlem Belhadj\*, Alain Baron

Mercredi, 06 Mars 2013 18:17 - Mis à jour Mercredi, 06 Mars 2013 21:43

---

salut national" chargé d'appliquer les mesures décidées préalablement par un "congrès de salut national". Je pense que cette position tient la route. Certes cela ne résout pas le problème de la composition concrète d'un tel gouvernement. Ce serait en effet une illusion d'imaginer qu'Ennahdha, qui détient 41 % des sièges à l'Assemblée, va accepter un gouvernement devant mettre en oeuvre les mesures sociales ou démocratiques proposées par le Front ! Il est nécessaire pour le Front d'aller plus loin sur la question du mot d'ordre gouvernemental, afin que les choses soient un peu plus claires.

### **Que penses-tu de la position de l'UGTT, de la LTDH et de l'Ordre des avocats ?**

Ces organisations n'ont pas dit complètement non à la proposition de Jebali, mais elles ont essayé de lui donner un contenu. Elles ont en effet accepté "le principe" d'un gouvernement de compétences, mais en y mettant une série de conditions. Elles ont également réitéré la demande faite par l'UGTT depuis le mois de juin d'un dialogue rassemblant toutes les forces politiques et la société civile pour parvenir à un consensus sur une série de mesures urgentes à prendre d'ici les prochaines élections. Proposition refusée jusqu'à présent par Ennahdha et le parti du président Marzouki qui ont boycotté la conférence organisée le 16 octobre par l'UGTT. En final, la position de ces trois organisations est pour moi plus proche de la proposition du Front populaire que de celle de Jebali.

*Propos recueillis le 22 février 2013 par Alain Baron pour l'Union syndicale Solidaires.*

*L'article a été publié sur <http://orta.pagesperso-orange.fr>*

Médecin hospitalo-universitaire et militante de l'UGTT, Ahlem Belhadj est surtout connue comme présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Ahlem est

## La Tunisie aux lendemains de l'assassinat de Chokri Belaïd. Entretien avec Ahlem Belhadj

Écrit par Ahlem Belhadj\*, Alain Baron

Mercredi, 06 Mars 2013 18:17 - Mis à jour Mercredi, 06 Mars 2013 21:43

---

simultanément membre de la LGO et donc du Front populaire.

Ahlem Belhadj sera présente à l'école anticapitaliste les 15, 16 et 17 mars. Elle participera à l'animation d'un atelier sur le « monde arabe: entre islamisme et révolution », le samedi 16 mars au matin. L'atelier sera présidé par Daniel Liebmann.

Voir le programme complet [ici](#) (format pdf)